



Jamais avare de déverser sa bile haineuse contre les agents de la fonction publique, l' iFRAP* — officine patronale et lobby de la droite libérale — a récidivé une fois de plus le 30 avril.

Vous nous pardonneriez ces quelques citations indigestes et de bas étage néanmoins nécessaires à l'illustration de notre propos :

- « Les mêmes syndicats auraient souhaité pouvoir activer massivement le droit de retrait dans les services publics face au Covid-19, ils ont été fermement recadrés par le ministre » ;
- « Les syndicats de la fonction publique ont bien fait pression sur le gouvernement pour que tous les agents continuent à cumuler des RTT mais cela a été, à juste titre, écarté » ;
- « Le ministère de la fonction publique a tenu pied face aux revendications syndicales » ;
- « une ordonnance pourrait permettre au gouvernement de se calquer sur un dispositif de chômage partiel pour que le placement des agents en ASA après le 11 mai soit de moins en moins utilisé ».

À l'évidence, l'iFRAP a une conception du rôle des organisations syndicales représentatives que ne renieraient pas les pouvoirs de la Corée du Nord ou de la Hongrie.

Opposée aux exigences de la vie démocratique, la fondation réitère donc ses attaques de caniveau contre la fonction publique et ses personnels.

Déjà insupportables antérieurement, ces minables contorsions relèvent du pathétique et de l'obscène dans la situation actuelle.

Quelques traits de sa dirigeante Agnès Verdier-Molinié, un peu en amont de la crise sanitaire que nous traversons, s'éclairent aujourd'hui d'une lumière crue et douloureuse pour celle qui les a commis.

En 2010, « Je me félicite de la fermeture de 54 services de chirurgie générale ». En 2015, « Quand on parle de fermetures d'hôpitaux, on se heurte à un mur politique en France ». En 2017, « il y a un sureffectif à l'hôpital public ». Et, en 2019, « On ne peut éluder le fait que le problème de l'hôpital public vient avant tout de l'organisation et pas d'un manque de moyens ».

Arrêtons là ce tombereau d'insanités qui discréditent totalement cette fondation vautrée dans les louanges énamourées et compulsives du secteur marchand qui, cependant, bénéficie d'une réduction d'impôts à hauteur de 70 % et de 75 % pour ses donateurs parce que reconnue... d'utilité publique.

Concluons simplement en constatant que l'iFRAP est à la recherche et au sérieux ce que Donald Trump est à la vérité scientifique et à la pondération.

Ce qui est particulièrement significatif dans cette dernière croisade en date contre les services publics, c'est l'hommage appuyé à la politique du gouvernement avec, au premier rang, le secrétaire d'État en charge de la fonction publique.

Le voilà adoubé comme chevalier des mesures coercitives contre les personnels, érigé dernier rempart contre les hordes bolcheviques !

Venant d'une voix incarnant la quintessence réactionnaire, ces louanges illustrent et confirment combien le pouvoir exécutif – et singulièrement Olivier Dussopt – est l'adversaire de l'intérêt général, des services publics et de ses agents et, consécutivement, du progrès social.

Cela ne peut que renforcer la CGT dans son engagement sans réserve à promouvoir, dans l'unité, des politiques alternatives en rupture complète avec celles mises en oeuvre depuis des années et dont, malheureusement, on voit les conséquences dramatiques aujourd'hui.

fichiers:



[Télécharger 2020_05_04_ifrap.pdf](#) (107.46 Ko)

Public: [Infos / actions](#)
[Fonction publique](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank